



CIO PERSPECTIVES

2 mars 2026

Conflit au Moyen-Orient et situation en Iran : notre analyse et scénarios possibles

Les États-Unis et Israël sont entrés dans un conflit plus large et plus intense avec l'Iran, marquant une escalade significative par rapport aux tensions précédentes. Le pétrole demeure le principal canal de transmission de l'impact économique. Dans cette note, nous nous concentrons sur les implications économiques et de marché potentielles de ce conflit et présentons plusieurs scénarios pour aider à naviguer dans l'environnement actuel. À ce stade, nous estimons qu'il est prématuré de « acheter la baisse » et maintenons notre allocation d'actifs actuelle axée sur la diversification, tout en surveillant de près l'évolution de la situation.

1. L'INTÉGRATION DU RISQUE DE GUERRE

Ce week-end, les hostilités entre les États-Unis, Israël et l'Iran se sont intensifiées de manière significative, représentant une escalade claire par rapport aux tensions précédentes. Cependant, les marchés avaient déjà commencé à intégrer le risque de tels développements, les négociations entre les États-Unis et l'Iran semblant au point mort. La semaine dernière, le rendement du Trésor américain à 10 ans a baissé de 14 points de base (pb), et les prix du pétrole WTI ont augmenté de 6 %, soit près de 20 % de hausse depuis le début de l'année.

La durée et l'issue de ce conflit restent très incertaines. **N'étant pas des experts géopolitiques, nous nous abstenons de tout commentaire politique et nous concentrons sur les implications économiques et de marché potentielles.** Le pétrole demeure le principal canal de transmission de l'impact économique. Malgré les tensions persistantes au Moyen-Orient, les prix du pétrole ont eu du mal à progresser significativement en 2024 ou en 2025, les conflits précédents étant restés relativement contenus et de courte durée, avec une escalade limitée et un impact régional.

L'histoire montre que réagir de manière émotionnelle aux événements géopolitiques n'est que rarement une stratégie d'investissement judicieuse. Les marchés peuvent connaître une volatilité à court terme et des mouvements de repli, mais ces réactions s'avèrent souvent temporaires. Comme l'illustre le tableau 1 ci-dessous, les marchés actions peuvent souffrir lors des escalades, mais les pertes sont fréquemment effacées à mesure que les tensions s'apaisent. Vendre des actifs en réponse à de tels événements peut apporter un soulagement temporaire, mais le retour sur le marché peut s'avérer difficile et entraîner des occasions manquées, affectant les rendements à long terme.

À ce stade, nous estimons qu'il est prématuré de « acheter la baisse ». Dans cette note, nous présentons plusieurs scénarios pour aider à naviguer dans l'environnement actuel. Nous souhaitons sécurité à nos collègues et clients au Moyen-Orient et espérons une résolution rapide.

Tableau 1 : Impact historique des événements géopolitiques sur le S&P500

DATES	ÉVÉNEMENTS	1 JOUR	1 SEMAINE	1 MOIS	3 MOIS
05.06.1967	Guerre des six jours	-1,5%	2,0%	1,2%	4,3%
05.09.1972	Jeux Olympiques de Munich	-0,2%	-1,5%	-1,5%	7,5%
08.10.1973	Guerre du Kippour	0,3%	1,4%	-3,9%	-15,0%
05.11.1979	Crise des otages en Iran	-0,7%	-1,0%	4,2%	12,9%
24.12.1979	Invasion soviétique de l'Afghanistan	0,1%	0,3%	5,4%	-8,3%
15.04.1986	Bombardement de la Libye	0,2%	3,1%	-0,4%	-1,0%
02.08.1990	Invasion du Koweït par l'Irak	-1,1%	-4,8%	-10,4%	-13,6%
16.01.1991	Première Guerre du Golfe	0,8%	4,6%	17,6%	23,8%
11.09.2001	Attentats terroristes aux États-Unis	0,0%	-4,9%	-3,3%	4,0%
20.03.2003	Invasion de l'Irak	0,2%	-0,5%	2,2%	13,9%
11.03.2004	Attentats de Madrid	-1,5%	0,0%	1,4%	0,1%
05.07.2005	Attentats dans le métro de Londres	0,9%	2,1%	4,2%	1,7%
25.01.2011	Printemps arabe en Égypte	0,0%	-0,4%	1,3%	5,0%
15.04.2013	Attentat du marathon de Boston	-2,3%	-2,1%	2,8%	5,5%
14.03.2014	Conflit en Ukraine	-0,3%	1,4%	-1,7%	5,0%
22.09.2014	Intervention en Syrie	-0,8%	-1,4%	-5,3%	3,4%
28.07.2017	Crise des missiles nord-coréens	-0,1%	-0,1%	-1,3%	4,3%
16.09.2019	Attaque de drones contre Saudi Aramco	-0,3%	-0,5%	-1,4%	6,1%
24.02.2022	Invasion de l'Ukraine	1,5%	3,8%	7,0%	-4,0%
06.10.2023	Attaques du Hamas	0,6%	0,4%	1,3%	11,0%
13.06.2025	Bombardement des sites nucléaires iraniens	-1,1%	-1,3%	3,3%	9,3%
	Moyenne	-0,3%	0,0%	1,1%	3,6%
	Médiane	-0,1%	-0,1%	1,3%	4,3%

Source: Indosuez Wealth Management.

2. RÉACTION DE MARCHÉ RELATIVEMENT MODÉRÉE

Les événements géopolitiques ont historiquement été des déclencheurs importants de volatilité sur les marchés financiers. Les marchés actions ont tendance à baisser dans les premiers jours suivant un événement géopolitique, ou en amont lorsque les tensions montent progressivement, avant de rebondir à mesure que la situation s'apaise.

Au moment de la rédaction, la réaction du marché apparaît relativement modérée au vu des événements du week-end : les marchés des futures actions sont en baisse, le S&P 500 a reculé de 1 %, et le Stoxx Europe 600 de 1,5 %. Cependant, les valeurs liées à l'énergie et à la défense progressent, tandis que les rendements obligataires des gouvernements mondiaux rebondissent malgré un contexte de risque accru. Le rendement du Trésor américain à 10 ans est juste en dessous de 4 %, après avoir perdu 30 pb depuis début février, dans un contexte où les investisseurs se sont récemment concentrés sur les risques baissiers du marché – qu'ils proviennent de perturbations liées à l'intelligence artificielle (IA), d'inquiétudes concernant le crédit privé, ou de l'escalade progressive des tensions entre les États-Unis et l'Iran.

Les actifs refuges sont également en hausse, avec l'or en progression de 2 % et l'indice dollar de 0,7 %. Les prix du pétrole ont augmenté de 8 %, le Brent atteignant 78 dollars le baril. Il convient de noter que les tensions entre les États-Unis et l'Iran montaient progressivement ces dernières semaines, et que **le prix du pétrole intégrait probablement déjà une prime de risque géopolitique, à 70 dollars le baril avant le week-end**, le prix d'équilibre étant estimé à environ 60 dollars dans un contexte d'offre élevée. Par ailleurs, l'annonce dimanche par l'OPEP+ d'une augmentation de la production de 206 000 barils par jour pour avril a probablement contribué à atténuer légèrement la pression sur les prix du pétrole.

3. POURQUOI LE PÉTROLE EST-IL CRUCIAL POUR LES MARCHÉS MONDIAUX ?

Au-delà des opérations militaires menées par les différents pays, l'évolution des prix du pétrole reste un point d'attention clé pour les investisseurs cherchant à évaluer l'impact de ces tensions sur l'économie mondiale et les marchés financiers. **La principale zone de préoccupation est le détroit d'Hormuz, situé au sud-ouest de l'Iran, par lequel transite près de 20 % de la production mondiale de pétrole et de gaz naturel.** Environ 80 % des exportations de pétrole via le détroit sont destinées à l'Asie, dont 40 % à la Chine. Bien que cela ne soit pas le scénario de base à ce stade, et que l'administration iranienne ait déjà déclaré ne pas avoir l'intention de fermer le détroit d'Hormuz – par lequel elle exporte la majorité de sa production et qui reste ouvert malgré une chute du trafic de près de 30 % depuis la semaine dernière, les installations pétrolières régionales restant à ce jour épargnées – ce risque demeure majeur et, selon des études, pourrait faire grimper les prix du pétrole au-dessus de 100 dollars le baril.

Une étude de la Réserve fédérale (Fed) de Dallas menée lors des tensions entre Israël et l'Iran en juin 2025, estimait qu'une fermeture du détroit entraînerait une hausse de près de 130 pb de l'inflation américaine. Finalement, l'impact des prix du pétrole sur l'économie et les marchés dépendra de la durée du conflit : **pour l'instant, les marchés prédictifs anticipent une résolution possible d'ici fin avril, avec une probabilité de 70 %** (Polymarket). À titre de référence, les estimations indiquent qu'une hausse durable de 10 % des prix du pétrole affecte généralement la croissance mondiale de -10 à -20 pb et l'inflation de +20 à +40 pb. Les prix du pétrole ont déjà augmenté de près de 20 % depuis février. Si cet impact devait se prolonger, il serait significatif, mais pas suffisant, selon nous, pour justifier des dynamiques récessionnistes d'un point de vue macroéconomique, tant que les perturbations des flux pétroliers – notamment via le détroit d'Hormuz – restent limitées.

4. TROIS SCÉNARIOS POSSIBLES

La situation reste très évolutive, mais dans le contexte actuel, nous identifions trois issues possibles :

Scénario 1 : Pas d'escalade, mais statu quo (scénario central)

L'Iran traverse la crise, les combats devraient s'atténuer en quelques semaines, conformément aux anticipations des marchés prédictifs d'un cessez-le-feu d'ici fin avril. Le détroit d'Hormuz connaît des perturbations du trafic maritime mais reste ouvert, et les prix du pétrole reviennent à 60-70 dollars le baril à mesure que la prime géopolitique se stabilise. D'après les informations disponibles à ce jour, ce scénario est le plus probable.

Scénario 2 : Escalade et risques de récession

Dans ce scénario, le conflit s'intensifie et le gouvernement iranien, en situation plus désespérée, élargit le conflit au Moyen-Orient, entraînant la fermeture du détroit d'Hormuz avec des perturbations durables réduisant l'offre régionale de pétrole. Le prix du baril continue de grimper au-delà de la prime de risque géopolitique déjà élevée, de 20 % supplémentaires, approchant le seuil des 100 dollars le baril, soit presque le double des estimations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) de décembre qui jugeaient que les fondamentaux du marché justifiaient un prix proche de 60 dollars compte tenu du surplus actuel. Il s'agirait clairement d'un choc stagflationniste pour l'économie mondiale. L'impact de la hausse des prix de l'énergie se traduirait par une inflation des prix à la consommation, notamment dans les marchés émergents à forte intensité d'importation de pétrole (Malaisie, Inde, Indonésie notamment), pesant sur les balances commerciales et les devises. La Chine, premier importateur mondial, dispose toutefois de trois amortisseurs importants: diversification (pipelines alternatifs au détroit d'Hormuz), réserves stratégiques considérables et transition rapide vers les énergies renouvelables. Aux États-Unis, cette flambée des prix de l'essence pourrait fragiliser davantage les ménages à faibles revenus, déjà vulnérables, et, combinée à d'éventuels effets négatifs sur les marchés financiers, accentuerait les risques baissiers pesant sur l'économie américaine. Un renchérissement plus durable du prix du gaz naturel exercerait également une pression accrue sur l'industrie européenne à forte intensité énergétique, déjà éprouvée (mettant sérieusement en péril la reprise allemande), même s'il convient de rappeler que l'Europe dispose de stabilisateurs automatiques plus importants pour protéger les consommateurs face à ce type de choc. Sur les marchés financiers, ce scénario serait négatif pour les actifs risqués et placerait les banquiers centraux devant un arbitrage difficile entre soutien à la croissance et lutte contre l'inflation en 2026.

Scénario 3 : Désescalade assortie d'un changement de régime à moyen terme

Un nouveau gouvernement iranien est formé et, sous la pression politique internationale et régionale, l'Iran cesse significativement ses représailles et reprend les négociations avec la communauté internationale. Cela permettrait aux États-Unis de revendiquer une victoire politique avant les élections de mi-mandat. À moyen terme, les actions américaines et israéliennes auraient contribué à une éventuelle évolution du régime en Iran. Cela rétablirait un équilibre régional plus stable, avec une chute brutale des prix du pétrole, favorable à la croissance mondiale. Les prix pourraient revenir à 50 dollars, l'excès de capacité restant le scénario dominant.

CONCLUSION

Bien que les événements du week-end aient accru la probabilité d'un choc stagflationniste (notre deuxième scénario), il convient de rappeler que l'intensité pétrolière mondiale est nettement plus faible que lors des décennies précédentes et que les canaux de transmission financiers (Forex, crédit) semblent moins vulnérables qu'auparavant, ce qui devrait atténuer le choc. De plus, même si un tel scénario implique une hausse du Brent au-delà de 100 dollars le baril, l'OPEP dispose de capacités de réserve qu'elle entend mobiliser pour amortir les chocs d'offre et contrôler l'évolution des prix. Enfin, notre troisième scénario implique que les actions américaines et israéliennes contribuent à une évolution du régime en Iran – rétablissant un équilibre régional plus stable – et une forte baisse des prix du pétrole, favorable à la croissance mondiale. Bien que cela reste incertain et risqué, il s'agit d'un scénario haussier important à moyen terme pour les actifs risqués.

Pour l'instant, malgré l'incertitude élevée, **nous maintenons notre allocation d'actifs actuelle tout en surveillant de près l'évolution de la situation**. Nous restons investis en actions et fortement diversifiés, équilibrant la volatilité à court terme avec les opportunités à long terme. Nous pensons également que les événements actuels ne remettront pas en cause l'élargissement du rallye boursier aux petites et moyennes capitalisations et aux secteurs jusque-là délaissés. Dans le même esprit, nous maintenons notre exposition aux marchés émergents ainsi que nos investissements récents dans les ressources de base et les secteurs de la défense.

Notre conviction que le dollar a encore une marge d'affaiblissement est mise à l'épreuve mais reste maintenue compte tenu de certains facteurs structurels (notamment les déficits américains). Enfin, notre conviction sur l'or continue d'être validée comme couverture contre les risques géopolitiques et d'inflation. La situation reste évolutive, mais un positionnement discipliné et une large diversification constituent la meilleure base pour naviguer dans les semaines à venir. Dans l'édition de mars de notre Monthly House View, disponible prochainement, nous mettrons l'accent sur la diversification accrue et l'importance renouvelée des métaux industriels.



Alexandre Drabowicz
Global Chief Investment Officer



Bénédicte Kukla
Chief Investment Strategist



Lucas Meric
Cross Asset Strategist



Jérôme van der Bruggen
Chief Market Strategist



Francis Tan
Chief Strategist Asia

DISCLAIMER

Ce document intitulé « CIO Perspectives » (la « Publication ») est publié exclusivement à titre de communication marketing.

Les langues dans lesquelles la Publication est rédigée font partie des langues de travail de Indosuez Wealth Management.

Les informations publiées dans la Publication n'ont pas été revues ni soumises à l'approbation ou l'autorisation d'une quelconque autorité de régulation ou de marché dans aucune juridiction.

La Publication n'est pas pensée pour, ou destinée à des personnes d'un pays en particulier.

La Publication n'est pas destinée à des personnes citoyennes, domiciliées ou résidentes d'un pays ou d'une juridiction dans lesquels sa distribution, sa publication, sa disponibilité ou son utilisation contreviendraient aux lois ou réglementations applicables.

Le présent document ne constitue ni ne contient une offre ou une invitation à acheter ou à vendre un instrument et/ou un service financier, quel qu'il soit. De même, il ne constitue en aucune manière un conseil ou une recommandation de stratégie, d'investissement ou de désinvestissement personnalisé ou général, ni un conseil juridique ou fiscal, un conseil en matière d'audit ou tout autre conseil de nature professionnelle. En aucun cas ce document n'affirme qu'un investissement ou une stratégie est adapté et approprié à une situation individuelle ou qu'un investissement ou une stratégie constitue un conseil d'investissement personnalisé pour un investisseur.

Sauf indication contraire, la date pertinente dans ce document est la date d'édition mentionnée à la dernière page du présent avertissement. Les informations contenues dans le présent document sont fondées sur des sources considérées comme fiables. Nous faisons de notre mieux pour assurer l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations contenues dans ce document. Toutes les informations, ainsi que tous les prix, valorisations de marché et calculs indiqués dans le présent document sont susceptibles d'être modifiés sans préavis. Les prix et les performances passés ne préjugent pas nécessairement des prix et des performances futures.

Les risques incluent, entre autres, les risques politiques, les risques de crédit, les risques de change, les risques économiques et les risques de marché. Avant toute transaction, vous devez consulter votre conseiller en investissement et, si nécessaire, obtenir l'avis d'un conseiller professionnel indépendant concernant les risques et toutes les conséquences juridiques, réglementaires, fiscales comptables et de crédit. Nous vous recommandons de contacter vos conseillers habituels afin de prendre vos décisions de manière indépendante, à la lumière de votre situation financière et de vos connaissances et expérience financières.

Les taux de change sont susceptibles d'affecter négativement la valeur, le prix ou les revenus de l'investissement après conversion dans la monnaie de référence de l'investisseur.

CA Indosuez, société de droit français, maison mère de l'activité de gestion de fortune du groupe Crédit Agricole, et ses filiales (directes et indirectes) et/ou entités consolidées menant la même activité, à savoir CA Indosuez, CA Indosuez (Switzerland) SA, CA Indosuez Wealth (Europe), CFM Indosuez Wealth, leurs filiales (directes et indirectes), succursales et bureaux de représentation respectifs, quel que soit leur lieu d'implantation, exercent leurs activités sous la marque unique Indosuez Wealth Management. Ces sociétés sont désignées individuellement par l'«Entité» et collectivement par les «Entités».

Les Entités ou leurs actionnaires et plus généralement les entreprises du groupe Crédit Agricole (le Groupe) ainsi que, respectivement, leurs mandataires sociaux, dirigeants ou employés peuvent, en leur nom personnel ou au nom et pour le compte de tiers, réaliser des transactions sur les instruments financiers présentés dans la Publication, détenir d'autres instruments financiers liés à l'émetteur ou au garant de ces instruments financiers, ou fournir ou chercher à fournir des services concernant les titres, des services financiers ou tout autre type de service pour ou à partir des Entités. Lorsqu'une Entité et/ou une entité du Groupe Crédit Agricole agit en tant que conseiller et/ou gérant, administrateur, distributeur ou agent de placement pour certains produits ou services mentionnés dans la Publication, ou exécute d'autres services dans lesquels une Entité ou le Groupe Crédit Agricole détient ou est susceptible de détenir un intérêt direct ou indirect, votre Entité accorde la priorité à l'intérêt de l'investisseur.

Certains investissements, produits et services, y compris la garde des titres, peuvent être soumis à des restrictions légales et réglementaires ou ne pas être disponibles dans le monde entier sans restriction, compte tenu de la législation de votre pays d'origine, de votre pays de résidence ou de tout autre pays avec lequel vous pourriez avoir des liens. En particulier, les produits et services présentés dans la Publication ne sont pas destinés aux résidents des États-Unis et du Canada. Ces produits ou services peuvent être fournis par les Entités selon leurs prix et conditions contractuels, conformément aux lois et réglementations applicables et sous réserve de leur licence. Ils peuvent être modifiés ou retirés à tout moment sans notification.

Veillez contacter votre chargé de relations clientèle pour plus d'informations.

Chaque entité met la Publication à la disposition de ses clients conformément aux réglementations applicables :

- **en France** : la est distribuée par CA Indosuez, société anonyme au capital de 853 571 130 euros, maison mère du groupe Indosuez et établissement bancaire de plein exercice agréé pour la fourniture de services d'investissement et l'activité de courtage en assurance, dont le siège social est situé 17, rue du Docteur Lancereaux, 75008 Paris, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 572 171 635 (numéro individuel d'identification d'assujetti TVA : FR 075 72 17 16 35) ;
- **au Luxembourg** : la Publication est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 39 allée Scheffer L-2520 Luxembourg, inscrite au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro B91.986 et bénéficiant du statut d'établissement de crédit agréé établi au Luxembourg et contrôlé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) ;
- **en Espagne** : la Publication est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe) Sucursal en Espana, supervisée par le Banco de Espana (www.bde.es) et la Commission nationale espagnole du marché des valeurs mobilières (Comision Nacional del Mercado de Valores, CNMV, www.cnmv.es), une succursale de CA Indosuez Wealth (Europe). Adresse : Paseo de la Castellana numero 1, 28046 Madrid (Espagne), enregistrée auprès de la Banque d'Espagne sous le numéro 1545. Enregistrée au Registre du commerce et des sociétés de Madrid sous le numéro T 30.176.F 1,S 8, H M-543170, CIF ;
- **en Italie** : la Publication est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), succursale d'Italie basée à Piazza Cavour 2, Milan, Italie, inscrite au Registre des Banques no. 8097, code fiscal et numéro d'enregistrement au Registre du Commerce de Milan, Monza Brianza et Lodi n. 97902220157 ;
- **au Portugal** : la Publication est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), Sucursal em Portugal basée à Avenida da Liberdade,190, 2.º B - 1250-147 Lisboa, Portugal, inscrite à la Banque du Portugal sous le numéro 282, code fiscal 980814227 ;
- **en Belgique** : la Publication est distribuée par la Banque Degroof Petercam SA, située Rue de l'Industrie 44 B-1040 Bruxelles, Belgique, enregistrée au Registre des Entreprises sous le numéro 0403 212 172, Inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises (base de données des entreprises belges) sous le numéro de TVA BE 0403 212 172 (RPM Bruxelles) ;
- **au sein de l'Union européenne** : la Publication peut être distribuée par les entités Indosuez Wealth Management autorisées dans le cadre de la Libre circulation des services ;
- **à Monaco** : la Publication est distribuée par CFM Indosuez Wealth, 11, Boulevard Albert 1er - 98 000 Monaco, enregistrée au Registre de l'industrie et du commerce de Monaco sous le numéro 56S00341, agrément : EC/2012-08 ;
- **en Suisse** : la Publication est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Quai Général-Guisan 4, 1204 Genève et par CA Indosuez Finanziaria SA, Via F. Pelli 3, 6900 Lugano, ainsi que par leurs succursales et/ou agences suisses. La Publication est un document marketing et ne constitue pas le produit d'une analyse financière au sens des directives de l'Association suisse des banquiers (ASB) concernant l'indépendance des analyses financières au sens de la loi suisse. En conséquence, ces directives ne sont pas applicables à la Publication ;
- **dans la RAS de Hong Kong** : la Publication est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Hong Kong Branch, Suite 2918, Pacific Place, 88 Queensway. Aucune information contenue dans la Publication ne constitue une recommandation d'investissement. La Publication n'a pas été soumise à l'avis de la Securities and Futures Commission (SFC) ou de toute autre autorité réglementaire à Hong Kong. La Publication et les produits qu'elle peut mentionner n'ont pas été autorisés par la SFC au sens des sections 103, 104, 104A ou 105 de l'Ordonnance sur les titres et les contrats à terme (Cap. 571)(SFO). La Publication est susceptible d'être distribuée exclusivement à des Investisseurs professionnels (tels que définis par le SFO et les Règles sur les titres et les contrats à terme)(Cap. 571D) ;
- **à Singapour** : la Publication est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Singapore Branch, 2 Central Boulevard, West Tower #12-02, IOI Central Boulevard Towers, Singapore 018916. À Singapour, la Publication est destinée exclusivement aux personnes considérées comme Particuliers fortunés, conformément à la Directive No.FAA-G07 des Autorités monétaires de Singapour, ou Investisseurs qualifiés, Investisseurs institutionnels ou Investisseurs experts au sens de la Loi sur les titres et les contrats à terme de Singapour, chapitre 289. Pour toute question concernant la Publication, les destinataires de Singapour peuvent contacter CA Indosuez (Switzerland) SA, Singapore Branch ;
- **au DIFC** : la Publication est distribuée par CA Indosuez (Suisse) SA, DIFC Branch, Al Fattan Currency House, Tower 2 - Level 23 Unit 4 DIFC PO Box 507232 Dubai - UAE, une société réglementée par la Dubai Financial Services Authority (« DFSA »). La présente brochure est uniquement destinée aux clients professionnels et/ou contreparties de marché. Aucune autre personne ne doit agir sur la base de celle-ci. Les produits ou services financiers dont il est question dans la présente brochure seront uniquement mis à disposition des clients satisfaisant les critères de la DFSA relatifs aux clients professionnels et/ou aux contreparties de marché. La présente brochure est fournie exclusivement à titre d'information. Elle ne doit pas être interprétée comme une offre d'achat ou de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat ou de vente d'un quelconque instrument financier ou de participation à une stratégie de négociation en particulier dans toute juridiction ;
- **aux EAU** : la Publication est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Abu Dhabi Representative Office, Zayed - The 1st Street- Al Muhairy Center, Office Tower, 5th Floor office 504, P.O. Box 44836 Abu Dhabi, Emirats arabes unis. CA Indosuez (Switzerland) SA conduit ses activités aux Emirats arabes unis (EAU) via son bureau de représentation, placé sous le contrôle de la Banque Centrale des EAU Conformément aux règles et réglementations applicables aux EAU, le bureau de représentation de CA Indosuez (Switzerland) SA ne peut exercer aucune activité bancaire. Il est uniquement autorisé à commercialiser et promouvoir les activités et produits de CA Indosuez (Switzerland) SA. La Publication ne constitue pas une offre destinée à une personne spécifique ou au grand public ni une invitation à soumettre une offre. Elle est distribuée sur une base privée et n'a pas été revue ou approuvée par la Banque Centrale des EAU ou par une autre autorité réglementaire des EAU ;
- **Autres pays** : les lois et réglementations des autres pays sont aussi susceptibles de limiter la distribution de cette publication. Les personnes en possession de cette publication doivent s'informer sur les éventuelles restrictions légales et les respecter.

La Publication ne peut être photocopiée, reproduite ou distribuée, en partie ou en totalité, sous quelque forme que ce soit, sans l'accord préalable de votre Banque.

© 2026, CA Indosuez (Switzerland) SA/Tous droits réservés.

Crédits photos : iStock.